



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

New deal : outrepasser l'agriculture

Thomas Regazzola

Citer ce document / Cite this document :

Regazzola Thomas. New deal : outrepasser l'agriculture. In: Économie rurale. N°218, 1993. pp. 30-34;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1993_num_218_1_4581

Fichier pdf généré le 08/05/2018

DÉBATS ET CONTROVERSES

NEW DEAL : OUTREPASSER L'AGRICULTURE

Thomas REGAZZOLA*

LA TENDANCE

Au-delà des batailles d'experts portant sur les rythmes et sur l'envergure du processus, la tendance générale à la déprise agricole semble bien être portée par une dynamique profonde. Les pressions extérieures qui vont dans ce sens sont bien connues (USA certes, mais aussi -et fatalement- le Sud et l'Est), elles sont relayées à l'intérieur par des intérêts puissants et convergents : le désir du consommateur de voir baisser les prix ; l'intérêt du secteur secondaire et surtout tertiaire à s'ouvrir des accès au marché mondial ; l'attitude des organisations professionnelles agricoles contrôlées par des exploitants qui regardent les agriculteurs non performants comme relevant des politiques sociales ; la véritable "passion" qui anime tout responsable agricole quant aux performances productives...

Il est facile de constater que, malgré les cris d'alarme, les proclamations, les revendications, personne ne remet en cause les perspectives de progrès technique, de croissance et d'intensification qui sont désormais nécessaires au bon fonctionnement des secteurs amont et aval. Tout au contraire, on souligne que l'évolution actuelle ne favorise pas la petite exploitation familiale non spécialisée, on précise que, dans un futur proche, le producteur agricole ne pourra pas s'en tenir à son efficacité productive, qu'il devra acquérir et gérer une masse croissante de références tout en maîtrisant le domaine de l'écologie et de la commercialisation. Les acteurs locaux ne nourrissent pas de doutes quant à cette évolution, surtout dans les "zones fragiles" car ils savent que la déprise finira par s'y concentrer...

Les études globales, de leur côté, s'accordent pour différencier des régions de bonne rentabilité, évaluant de façon cohérente, où la grande culture adaptée aux exigences écologiques saura satisfaire les besoins de l'alimentation de masse au prix du marché mondial, et

d'autres régions moins favorisées ou difficiles où, à côté d'une agriculture plus ou moins résiduelle se développeront des activités de production labélisées de type artisanal ainsi qu'une large série de formules de rattrapage telles que : gîtes ruraux, camping à la ferme, fermes-auberges, sous-traitances diverses avec des stations de sport d'hiver, des stations vertes, etc. Par ailleurs, on observe déjà un mouvement en sens inverse avec une diffusion relativement énergique de résidences et d'activités urbaines : cette diffusion constitue le moteur de cette "renaissance rurale" (B.Kayser), qui paraît avoir renversé le déclin démographique des zones rurales les moins éloignées des centres locaux et qui est, d'ailleurs, confirmé par l'extension continue des ZPIU que décrit l'INSEE.

Il va de soi qu'on ne peut que se réjouir qu'il existe des perspectives palliatives susceptibles, au moins, de procurer des revenus à certains des acteurs intéressés et d'empêcher la désertification des secteurs ruraux les plus directement liés aux métabolismes urbains. Toutefois, il faut bien comprendre que toutes ces solutions particulières ne peuvent pas garantir une couverture territoriale totale ; c'est dire que l'ensemble des évolutions qu'on observe sont inscrites, toutes, sur les plans socio-économique et socio-démographique mais qu'elles n'offrent pas nécessairement de réponse quant aux questions qui se posent sur le plan spatial et socio-territorial.

Sans doute l'exploitation de masse des hauts lieux touristiques va permettre de financer l'entretien paysager de vastes territoires, mais beaucoup de régions particulièrement menacées par la déprise agricole sont dépourvues des atouts qui justifient des stratégies basées sur la maximisation de l'accueil. Les zones fragiles, dont l'étendue réellement productive ne cesse de rétrécir, sont le théâtre de deux processus contradictoires. Le mouvement dominant traduit la hantise de maintenir, coûte que coûte, l'activité de production agricole : malgré l'impossibilité où elle se trouve d'assurer une couverture conti-

* Sociologue

nue du territoire, la production de denrées reste, aux yeux du plus grand nombre et surtout aux yeux des institutions, la seule image capable de donner un sens au territoire. Dès lors, le devenir du territoire dépend d'une poignée d'opérateurs socialement minoritaires, acculés par le système aux performances productives, ayant la haute main sur des surfaces importantes que l'on considère comme zones de flexibilité et de ressources complémentaires et bien déterminés à utiliser tous les moyens disponibles pour "éliminer les handicaps", c'est-à-dire pour effacer certaines caractéristiques environnementales les plus significatives.

Ainsi, alors même que de nombreuses parcelles soumises à des formes d'exploitations insuffisantes, plus ou moins abandonnées, se dégradent, progressivement embroussaillées, recouvertes par des accrus spontanés ou boisées volontairement, les "contraintes productives" continuent à peser sur l'environnement. Par ailleurs, c'est au nom de la même imagerie productive qu'on oublie si facilement que pesticides, fumures, rejets individuels ou collectifs, décharges et autres agressions diverses continuent à compromettre le développement des ressources cynégétiques et la valorisation halieutique des rivières... C'est encore au nom du même système que le bâti ancien, considéré dysfonctionnel du point de vue agri-productif, continue à être bradé à des citoyens qui le stérilisent dans une appropriation improductive...

Il est vrai qu'à l'intérieur même de ce processus involutif, d'autres phénomènes se manifestent et notamment toutes ces initiatives expérimentales dont on vient de parler. Consciemment ou inconsciemment, celles-ci sont certainement en train de rechercher de nouvelles formes d'utilisation de l'espace aussi bien en tant que support productif de denrées de qualité que comme espace de loisirs.

Cependant, on aurait tort d'oublier que, même quand elles reçoivent des encouragements et des soutiens institutionnels (ce qui n'est pas souvent le cas), ces initiatives se développent à contre-courant, dans les failles du système. Faute d'une vision d'ensemble qui les intègre ouvertement parmi les structures productives du territoire futur, elles continuent à être regardées comme un corps étranger ; simples formations adventices d'un territoire dont la "vocation" ne saurait être que agri-productive, de telle façon que leurs exigences restent, vaille que vaille, fermement subordonnées aux contraintes d'une agriculture défaillante, dépendante des transferts publics et dont elles sont censées soulager les malheurs. Tant qu'elles restent subordonnées à l'axiomatique agri-productive, il serait illusoire de s'attendre à ce qu'elles produisent une nouvelle cohérence territoriale car, en dehors des hauts lieux touristiques, les usages de loisir prennent la forme d'îlots discontinus alors que les productions artisanales labélisées voient leur extension limitée par des marchés qui ne sont justement pas des marchés de masse. En somme, l'importance de toutes ces initiatives innovantes (abstraction faite de leur signification en tant que symptômes et de leurs acquis expérimentaux) se situe sur le plan socio-économique en tant que sources possibles de

nouveaux revenus et non pas sur le plan de l'utilisation de l'espace et de son devenir.

Sur ce territoire fragmenté qui, perdant de sa cohérence, a déjà perdu toute capacité de résister, viennent s'enkystrer des objets hétérogènes qui n'exercent plus aucune emprise sur l'espace et ne lui doivent plus rien puisqu'ils tirent toute leur fonctionnalité des liens qu'ils entretiennent avec le réseau routier (élevages hors-sol, résidences secondaires, hangars d'entrepôts de gros, carrières, décharges, casses de voitures etc.) Troué par de larges plages inutilisées, le territoire des zones fragiles relève de plus en plus de cette même logique qui caractérise les amoncellements incohérents des banlieues métropolitaines.

PEUT-ON CONCEVOIR D'AUTRES DEVENIRS ?

La persistance de représentations qui assignent fatalement tout espace extra-urbain à une irrévocable "vocation" agri-productive risque de devenir le principal obstacle à l'élaboration d'autres cohérences, car ces représentations justifient *a priori*, et même postulent, que les caractéristiques propres de ces milieux soient sacrifiées à l'efficacité agri-productive empêchant même que l'on prenne seulement conscience de leur cohérence bio-environnementale.

Peut-on concevoir d'autres devenirs ? Le simple constat que dans notre civilisation de plus en plus urbanisée, les exigences et les frustrations liées au mode de vie citadin alimentent une demande *sui generis* de nature devraient nous amener à, au moins, explorer la question. Car il est vrai que tous ces espaces où, sans être obligés de plonger dans cette nature qui se tient au-delà de la sphère de la civilisation, l'on peut tourner le dos, aux réalités de la ville, s'immerger dans un environnement modelé par l'étendue, réglé par le temps naturel, soumis au biologique au végétal, à l'animal... retrouvent aujourd'hui une nouvelle fonctionnalité.

Théoriquement tout au moins, l'émergence de cette demande urbaine, à condition qu'on sache l'utiliser correctement, devrait permettre à ces espaces que le modèle agricole marginalise, de rentrer dans le circuit de la valeur non plus indirectement, comme support de production de denrées, mais directement en tant que matière première. Sans doute, nous n'avons pas à faire ici à une de ces demandes de masse qui sont à la base de l'accumulation et de la croissance... Sans doute, il ne s'agit pas sur ces territoires de générer des flux de plus-value excédant tellement les besoins locaux qu'ils en intéressent les entrepreneurs capitalistes et les investisseurs. En revanche, il ne semble pas déraisonnable de penser qu'une "mise en valeur à basse intensité" pourrait financer l'auto-entretien de ces territoires, articulant leur fonctionnement à l'économie de la société globale et leur épargnant ainsi tout autant la désertification que l'assistanat.

Confrontés à la prégnance des représentations dominantes, il ne nous semble pas inutile, en deçà de toute visée normative, ne serait-ce que pour faire apparaître les difficultés de l'entreprise, de préfigurer la transformation

des fonctions de ces espaces par des voies qui ne consisteraient pas à délimiter administrativement des périmètres de parc ou de réserve, en traçant des frontières ou promulguer des normes spécifiques, mais qui passeraient par la promotion d'une nouvelle culture (un New Deal, en somme), d'un nouveau regard sur l'ensemble des espaces extra-urbains.

Disons tout de suite et sans détours que notre point de vue n'est pas celui d'une restauration d'une mythique nature vierge, ni l'optimisation d'un bilan énergétique de la planète ou la conservation du patrimoine génétique, du patrimoine scientifique, ni même la défense des animaux... Ce n'est pas non plus de s'opposer à l'extension des friches en tant que telles car, avec des naturalistes éminents, nous ne pensons pas que celles-ci constituent nécessairement, en soi, un dommage écologique ou une menace... La visée de cette préfiguration est directement utilitaire : tirant la leçon de l'inefficacité des stratégies de défense de la petite culture, constatant que la prolifération des initiatives, où le socio-économique est séparé du socio-territorial, aboutit à concentrer les sources de revenus dans l'urbain et le péri-urbain, elle consiste à se demander s'il est possible d'éviter que des espaces importants deviennent improductifs aux dépens de leurs habitants, à explorer la possibilité que d'autres modèles d'intégration réussie avec la nature prennent la relève de l'exploitation agricole ; elle veut analyser l'hypothèse qu'un milieu puisse être domestiqué, maîtrisé, conduit, non pas en fonction de ce qu'on peut en extraire, non pas en fonction des productions qu'il peut exporter, mais en fonction de ses caractéristiques et potentialités intrinsèquement naturelles et que, à ce titre, dans un tel milieu on puisse capter suffisamment de richesse pour satisfaire aux besoins de ceux qui l'entretiennent en tirant profit d'une demande urbaine d'espaces d'agrément naturels qui est en voie de généralisation.

C'est donc d'un point de vue purement heuristique qu'il s'agit d'**imaginer** comment ces territoires, appréhendés comme systèmes locaux de ressources renouvelables, pourraient devenir de vastes espaces continus, libres, où des activités de conduite générale du milieu, inspirées par le génie écologique, s'efforceraient dans toute la mesure du possible de développer les potentialités bio-environnementales du territoire.

Accès ouvert, pas de sur-fréquentation, absence de pollution, une grande richesse animale qui constitue sans doute une ressource cygénétique non négligeable, mais qui fonctionne aussi comme élément primordial d'enrichissement symbolique et émotionnel du milieu, voilà une espèce d'espace qui montrerait rapidement sa valeur économique faisant des territoires rejetés par le modèle agricole une sorte de terrain d'aventure et de plaisir attractif pour l'Europe entière et sans doute plus productif (rentable) que ne le sont des exploitations aux résultats plus que médiocres.

La clientèle de ces espaces est celle qui cherche "autre chose", celle qui s'écarte des grandes concentrations vacancières sans pour autant rechercher le grand frisson

des équipés sauvages. Naturellement, il est bien trop tôt pour savoir quelles seront les formes concrètes de cette espèce de tourisme : on pressent, toutefois, qu'elles n'auront rien de commun ni avec le tourisme de masse qui artificialise les milieux pour maximiser les fréquentations, ni avec ce qu'on appelle actuellement le "tourisme rural" qui subordonne le désir du client aux contraintes de l'exploitation. On comprend aussi que ces territoires devront contenir leur fréquentation dans une sorte de "mini-max" suffisamment bas pour ne pas compromettre la qualité du milieu, mais assez haut pour assurer économiquement son auto-entretien.

FACTEURS POSITIFS OU NEGATIFS

Nous savons bien que l'ébauche sommaire d'une telle image abstraite est infiniment plus facile que sa mise en oeuvre et nous sommes tout à fait conscients des difficultés considérables qui s'opposent à sa réalisation. Il existe toutefois un certain nombre d'éléments favorables : non seulement la grande disponibilité d'espace et l'accumulation d'une demande urbaine, mais aussi l'existence de techniques déjà expérimentées ainsi que la présence d'acteurs-opérateurs virtuellement disponibles.

Les techniques

Depuis plus de vingt ans, entreprises institutionnelles et initiatives d'acteurs isolés ont accumulé un vaste éventail d'observations quant aux techniques de gouverne et de gestion de l'espace d'agrément. En ce qui concerne le développement des potentialités bio-environnementales, il s'agit naturellement de technique d'origine agricole dont l'utilisation ne vise plus la maximisation des quantités produites mais est mise au service de l'exaltation des qualités environnementales du territoire. Quant aux exploitations agricoles proprement dites, les formules de contractualisation utilisables pour que les façons culturales soient le moins dommageables possible pour la faune sont déjà prêtes. De leur côté, les expériences des Parcs et Parcs Naturels Régionaux nous offrent des enseignements précieux dans le domaine de la gestion des fréquentations ainsi que des critères de mesure dans le domaine socio-économique.

Les opérateurs

Une grande partie des moyens et petits agriculteurs est relativement éloignée du profil-type de l'exploitant orthodoxe défini par la corporation : loin de s'identifier à l'idéologie productiviste, ils ne s'en sortent qu'en profitant des discordances et des failles réglementaires du système. Leur préoccupation essentielle est d'échapper d'une façon ou d'une autre à l'existence normalisée et artificialisée de l'urbain. Si au lieu de faire obstacle à l'activité extra-agricole (ou -au mieux- de la tolérer) la réglementation encourageait le développement environnemental, on peut penser que nombre d'entre eux pourraient adhérer à un projet de valorisation qui leur permettrait de conserver le mode de vie qu'ils s'efforcent de maintenir, surtout s'il leur assignait la place de bénéficiaires principaux de ses retombées économiques. Leur adhésion serait d'autant plus facile que l'ensemble des

disciplines engagées par le génie écologique viendrait encadrer leur savoir-faire empiriques, les investissant du prestige scientifique, intellectuel, social, indispensable et leur conférant ainsi ce rôle de missionnaires de la modernité et de la performance dont l'enseignement agricole détient actuellement le monopole. Leur image personnelle et leur fonction collective seraient ainsi confortées. On ne tarderait alors à voir réapparaître des personnages plus proches de la polysémie paysanne que ne l'est le producteur actuel, et caractérisés par une étroite familiarité avec les spécificités du milieu.

De nombreuses difficultés

Une telle évolution exige des transformations considérables dans de nombreux domaines techniques : administratif, foncier, fiscal, statutaire, législatif... mais risque aussi de modifier les équilibres de pouvoir existants puisque l'émergence d'acteurs différents pourrait délégitimer la prééminence des organisations agricoles dans le monde rural. Mais une ré-affectation de ces espaces pourrait rentrer en conflit aussi avec "l'attachement" des héritiers urbains de ces "enfants du pays" qui, tout en ayant tourné le dos au complexe socio-territorial local pour rallier des carrières, des sources de revenus, des modes de vie totalement liés à la ville, restent incapables de faire le deuil d'un "amour du pays" qui ne comporte aucune contrepartie. Ces maîtres urbains du foncier qui confondent souvent fidélité et immobilisme, amour et conservation, peuvent détenir, surtout dans les zones peu productives, des surfaces non négligeables. Bien qu'ils les considèrent, en dehors de toute idée de rentabilité économique, comme gage de la continuité familiale et preuve d'une appartenance à une identité collective, ils pourraient se sentir menacés par l'émergence d'un projet global et d'une nouvelle cohérence, préférant le confort de leur appropriation saprophyte.

En réalité, la difficulté essentielle qui structure et alimente toutes les autres est sans doute d'ordre culturel : elle réside dans l'incapacité où nous sommes d'interpréter la crise du complexe socio-territorial autrement qu'en termes de crise agricole, d'appréhender l'espace extra-urbain autrement que comme étendue nécessairement destinée à la production de subsistance. Cette identification ne nourrit pas seulement nos représentations de l'espace : elle constitue aussi la référence implicite d'une constellation de normes qui continuent à peser sur le territoire même là où il a perdu sa fonction agro-productive et qui le maintiennent enserré dans un réseau de dispositifs juridico-réglementaires qui, loin de le préserver de la fragmentation, le livrent bout par bout, au coup par coup à des utilisations les plus hétérogènes.

COMMENT INTERVENIR ?

Des évolutions d'une telle ampleur ne pourront s'accomplir sans que la collectivité nationale prenne conscience de la perte symbolique et du manque à gagner économique que représentent l'abandon du territoire, le renoncement à sa valorisation environnementale et la coagulation des habitants et des activités sur les segments du réseau urbano-industriel : il va de soi qu'elles

ne pourront s'engager sans une élaboration et une mobilisation politique qui n'est pas de notre ressort. En revanche, nous croyons qu'il appartient à notre rôle de producteurs d'énonciations d'empêcher que les espaces ouverts par la crise agricole ne soient obstrués par des discours équivoques et qu'il nous revient de solliciter la réflexion à propos de la construction de nouvelles images et de nouveaux regards sur la signification et l'utilisation de l'espace.

Tout d'abord, il s'agit d'attirer l'attention sur le caractère profondément ambigu et opportuniste des approches qui visent à éluder le problème de la déshérence et de la désertification en proposant et en instituant le faux concept de paysage qui entérine la disparition des acteurs de la mise en valeur du territoire. Il nous faut aussi éviter que, regardée distraitement, la proposition d'une "mise en valeur environnementale" ne soit échangée par l'une des nombreuses actualisations du sentiment de nostalgie dont les formes ne cessent d'évoluer au gré des modes. D'une part, nous ne voudrions pas qu'elle reste engluée dans les nombreux plaidoyers de défense et de conservation de la nature. D'autre part, nous voudrions aussi la soustraire au risque de confusion avec une quelconque forme d'idéalisation et de défenses des formations sociales pré-capitalistes, des "cultures locales" ou des "solidarités villageoises" comme s'il s'agissait d'opposer aux difformités de la société marchande les vertus mythiques d'une communauté primitive. Nous savons très bien que celle-ci a été désarticulée : non seulement nous mesurons à sa juste valeur tout ce qu'il y a de progressiste dans cette rupture et nous nous gardons absolument de militer pour la défense ou la reconstitution de telle ou telle formation sociale, mais il nous apparaît aussi tout à fait évident que le remplacement de l'activité agri-productive défaillante par d'autres formes de médiation entre acteurs et espace s'accompagne nécessairement de l'élaboration de formes de socialité différentes qu'il serait dérisoire de ramener au modèle de la société agraire-villageoise. Notre point de vue est différent et la question posée pourrait se formuler ainsi : "quelle signification la société globale attribue-t-elle à l'existence de territoires non urbanisés où l'agriculture n'occupe plus que quelques îlots isolés ? Par quels nouveaux moyens, par quelle médiation nouvelle pourra-t-on empêcher que ces territoires, glissant hors du courant de l'économie, croupissent dans des bras morts ?". Doit-on choisir la fidélité aux identifications traditionnelles et par là-même se résigner à les appréhender en termes **négatifs**, en termes d'**impuissance** comme espaces qui ne peuvent plus être valorisés par le Génie Agricole ou n'obtiendrait-on pas de meilleurs résultats économiques en les considérant **positivement** comme espaces relevant d'une valorisation (c'est-à-dire d'une exploitation marchande) environnementale orientée par le Génie Ecologique ?

Enfin, et l'essentiel est là, nous pouvons aussi contribuer à ébranler des certitudes collectives, nous efforçant de déchoir les représentations de l'espace extra-urbain de leur statut d'évidence, de déconstruire leur naturalité, de

redonner une mobilité à leurs éléments constitutifs pour les réintroduire dans le débat et dans la prise de décision. Car on oublie trop facilement que l'identification de la campagne comme espace fatalement destiné à la production de subsistances, loin d'être le reflet immédiat des caractéristiques de territoires ou même le simple résultat d'une évolution spontanée, a été la conséquence de décisions politiques stratégiques largement débattues au niveau national et adoptée lucidement.

Ouvrir à la paysannerie l'accès à la propriété foncière, lui garantir l'usage de technologies nécessaires pour rendre productives les très nombreuses surfaces incultes, cela signifiait aussi rompre les relations polymorphes qu'elle entretenait avec son environnement en éliminant les temps morts où elle valorisait, par ses artisanats, les ressources de son milieu, l'entraîner dans l'économie de marché, subordonner sa discipline, son travail, sa frugalité aux nécessités alimentaires du développement urbain,

mettant ainsi en place cette sorte d'espace et cette sorte de temps continus et dédiés uniformément à l'agriculture et créant aussi ce producteur agricole exclusif où nous croyons reconnaître aujourd'hui des formes et des figures fatales et naturelles. La mise en oeuvre et la réussite de cette stratégie a duré plusieurs décennies et a mobilisé une détermination programmatique et une capacité de financement considérables. Malheureusement, les probabilités qu'un tel effort s'impose sont d'autant plus faibles que personne n'a encore pris la mesure claire des difficultés, des dangers, des problèmes que nous réserve un espace désarticulé et déshérent sur de vastes portions du territoire et que l'on semble préférer se débarrasser de cette perspective avec quelques désinvoltes sentences post-modernes sur la mort du local, sur la dissolution du territoire qui bientôt, très bientôt, sera remplacé par des paysages administrativement conçus et réalisés par des paysagistes diplômés.